

BILAN 2020

**des journalistes
détenus, otages et disparus
dans le monde**

	LE BILAN EN BREF	p. 3
	NOTE MÉTHODOLOGIQUE	p. 4
1	LES JOURNALISTES DÉTENUS	p. 5
	En chiffres	p. 5
	Les cinq plus grandes prisons du monde	p. 7
	L'effet Covid-19	p. 9
	De nouveaux prisonniers emblématiques	p. 14
	Quand le pire est à craindre	p. 15
2	LES JOURNALISTES OTAGES	p. 16
	En chiffres	p. 16
	Les pays à haut risque	p. 17
	Libérations au compte-gouttes et enlèvement	p. 18
3	LES JOURNALISTES DISPARUS	p. 20
	Quatre journalistes ont été portés disparus au cours de l'année 2020	p. 20


Fondée en 1985, **Reporters sans frontières (RSF)** œuvre pour la liberté, l'indépendance et le pluralisme du journalisme partout sur la planète. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 13 bureaux et sections dans le monde et des correspondants dans 130 pays. Elle soutient concrètement les journalistes sur le terrain grâce à des campagnes de mobilisation, des aides légales et matérielles, des dispositifs et outils de sécurité physique (gilets pare-balles, casques, guide pratiques et assurances) et de protection digitale (ateliers de sécurité numérique). L'organisation est aujourd'hui un interlocuteur incontournable pour les gouvernements ainsi que les institutions internationales, et publie chaque année le Classement mondial de la liberté de la presse, devenu un outil de référence.

LE BILAN EN BREF






NOTE MÉTHODOLOGIQUE



Le décompte total du bilan 2020 établi par Reporters sans frontières (RSF) intègre les journalistes professionnels et non professionnels ainsi que les collaborateurs des médias. Dans le détail, le bilan distingue ces différentes catégories afin de permettre des comparaisons d'une année sur l'autre.

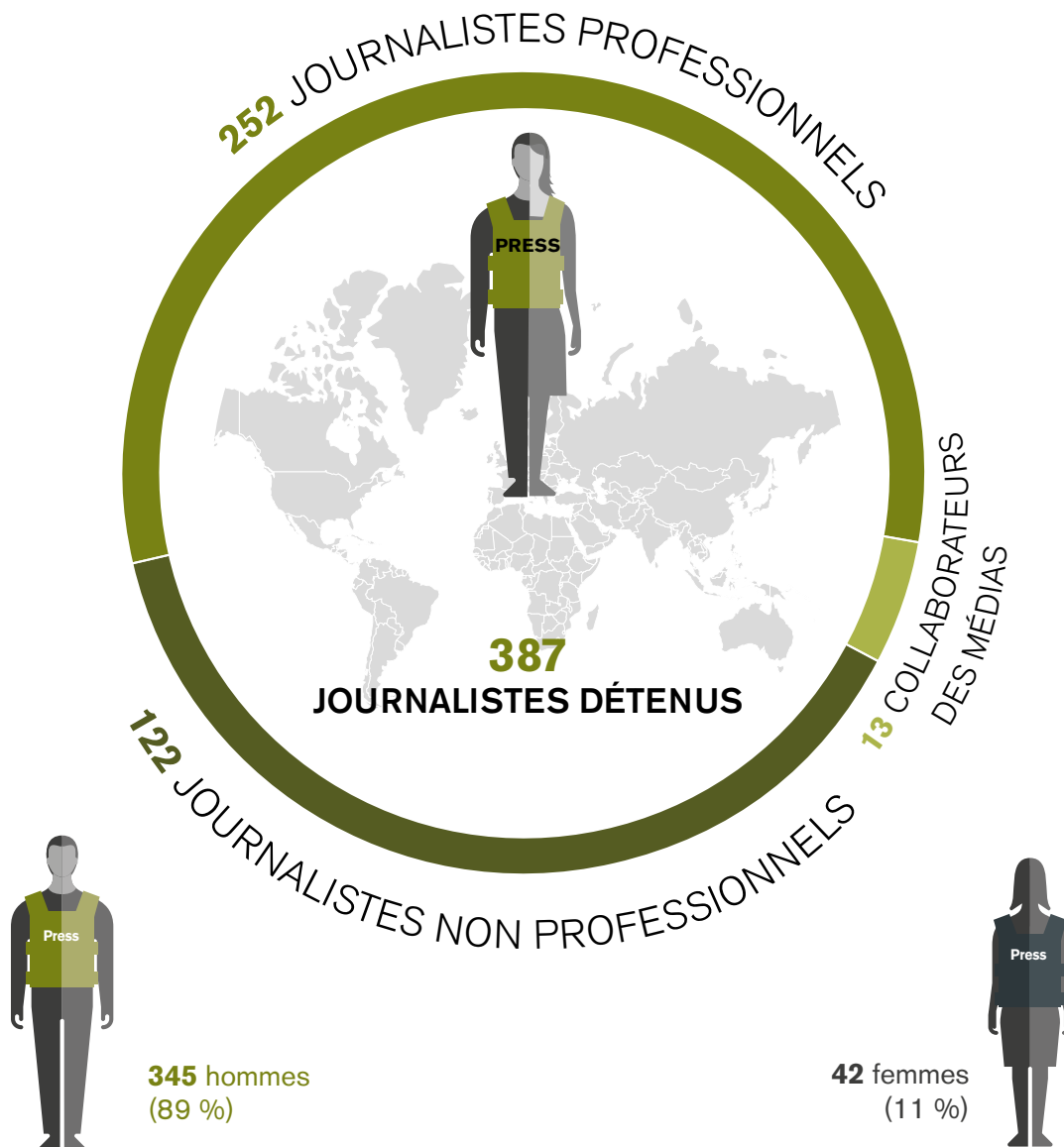
Établi chaque année depuis 1995 par RSF, le bilan annuel des exactions commises contre les journalistes se fonde sur des données établies tout au long de l'année. RSF procède à une collecte minutieuse d'informations permettant d'affirmer avec certitude, du moins avec une très forte présomption, que la détention ou l'enlèvement d'un journaliste est une conséquence directe de l'exercice de sa profession.

Les chiffres qui figurent dans cette édition ont été arrêtés au 1^{er} décembre 2020 et ne prennent pas en compte les nouvelles libérations ou arrestations qui se sont produits après cette date.



LES JOURNALISTES DÉTENUS

En chiffres



Le nombre de journalistes détenus à travers le monde reste à un niveau historiquement haut. **Fin 2020, 387 journalistes sont emprisonnés pour avoir exercé leur métier d'information**, alors qu'ils étaient 389 en 2019. Cette stagnation du nombre de journalistes en détention survient après une augmentation de 12 % en 2019. Depuis cinq ans, l'augmentation du nombre de journalistes détenus (professionnels et non professionnels) s'élève à 17 % (328 journalistes étaient emprisonnés en 2015).

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Le nombre de femmes journalistes en détention a augmenté de 35 % par rapport à l'année dernière : 42 d'entre elles sont actuellement privées de liberté, contre 31 il y a un an. En proportion, les femmes représentent 11 % des journalistes détenus, contre 8 % l'an dernier.

L'année 2020 a permis la [libération](#) de détenues emblématiques, comme la célèbre journaliste et militante des droits humains iranienne **Narges Mohammadi**, mais a aussi vu 17 autres femmes journalistes jetées derrière les barreaux, dont 4 au Bélarus, qui connaît une répression sans précédent depuis l'élection présidentielle controversée du 9 août 2020, 4 en Iran et 2 en Chine, où la répression s'est renforcée avec la crise sanitaire, ainsi que 3 en Egypte, 2 au Cambodge et 1 au Vietnam et 1 au Guatemala.

L'épidémie de Covid-19 a eu un impact sur le nombre de journalistes incarcérés au cours de l'année. Alors que les appels se sont multipliés pour demander la libération d'urgence des prisonniers d'opinion, dont les journalistes, afin qu'ils ne soient pas exposés au coronavirus en prison, la crise sanitaire a au contraire suscité **un nombre d'incarcérations supplémentaires : 14 journalistes, arrêtés dans le cadre de leur couverture de l'épidémie, sont toujours sous les verrous à ce jour.**

LES JOURNALISTES DÉTENUS



Plus de la moitié des journalistes détenus à travers le monde (61 %) le sont dans seulement cinq pays. Pour la deuxième année consécutive, la Chine, l’Egypte, l’Arabie saoudite, le Vietnam et la Syrie représentent les cinq plus grandes prisons au monde pour les journalistes.

La Chine conserve en 2020 sa première place avec 117 journalistes emprisonnés, dont près d’un tiers (45) sont des non-professionnels. La répression du régime de Pékin ne touche plus que les seuls journalistes nationaux. Une journaliste australienne d’origine chinoise, [Cheng Lei](#), travaillant pour un média chinois, est détenue au secret, sans motif officiel depuis le 14 août 2020. L’éditeur de livres d’enquêtes journalistiques [Gui Minhai](#), un citoyen suédois basé à Hong Kong, enlevé en Thaïlande en 2015, a pour sa part été condamné à 10 ans de prison en février 2020 pour « *fourniture illégale de renseignements à des pays étrangers* ».

Trois pays du Proche et Moyen-Orient figurent dans ce triste palmarès. En Arabie saoudite, la liste des détenus totalise aujourd’hui 34 journalistes, en faveur desquels un [appel à mobilisation](#) a été lancé à l’occasion du sommet du G20, qui s’est tenu en novembre à Riyad. Alors que certains journalistes et blogueurs croupissent derrière les barreaux depuis 2012, les procès, qui se déroulent habituellement dans la plus grande opacité, ont été reportés *sine die* depuis le début de la pandémie de Covid-19.

En Egypte, la plupart des journalistes emprisonnés durant la vague d’arrestations de septembre 2019 n’ont pas été libérés. D’autres journalistes ont été jetés derrière les barreaux, toujours au prétexte d’une soi-disant « appartenance à un groupe terroriste » et pour « diffusion de fausses nouvelles ». C’est le cas de [Hany Grisha](#) et [Sayed Shehta](#), deux confrères du quotidien d’information généraliste *Youm 7*, ou encore

LES JOURNALISTES DÉTENUS

de [Shimaa Samy](#) et [Islam Al-Kalhy](#), deux collaborateurs du site d'information généraliste indépendant *Darab*.

En Syrie, où les emprisonnements remontent pour la plupart au début de la guerre civile, en 2011, la liste des journalistes détenus reste inchangée, et rares sont les familles qui obtiennent des nouvelles de leurs proches. Lorsque c'est le cas, c'est en général pour apprendre leur disparition. Ainsi, début 2020, l'ex-épouse du blogueur **Jehad Jamal**, emprisonné en 2012, a eu accès à un certificat de décès, confirmant ses craintes qu'il avait perdu la vie en détention, probablement sous la torture. Le document, selon lequel sa mort remontait à 2016, n'en précisait pas la cause.

Avec 7 journalistes professionnels et 21 blogueurs sous les verrous, les autorités du Vietnam se sont illustrées en procédant à une nouvelle vague d'arrestations, en mai et juin 2020, probablement déclenchée par l'approche du prochain congrès du Parti communiste vietnamien (PCVN), prévu en janvier 2021. Plusieurs membres de l'Association de journalistes indépendants du Vietnam, (IJAVN) dont son président, **Pham Chi Dung**, ont été jetés en prison. En octobre dernier, l'arrestation de la lauréate du prix RSF de l'impact 2019, la journaliste **Pham Doan Trang**, est venue confirmer ce sévère durcissement.

Bélarus, une répression d'une ampleur sans précédent

A la date du 1^{er} décembre, 8 journalistes biélorusses étaient toujours maintenus en détention. Depuis l'élection présidentielle controversée du 9 août, au moins 370 d'entre eux ont été détenus pour une durée plus ou moins longue, totalisant plus de 880 jours derrière les barreaux.

Les médias indépendants étaient depuis longtemps la cible du régime d'Alexandre Loukachenko. La répression et la violence à leur encontre ont été décuplées après le vote du 9 août et le début d'un vaste mouvement de protestation pacifique. L'appareil d'Etat semble prêt à tout pour empêcher la couverture des manifestations. Dès le lendemain de l'élection, 23 journalistes étaient interpellés ou arrêtés, voire détenus pour certains dans des conditions terribles : tabassage arbitraire, mise à nu humiliante, privation de soins, de nourriture, de pas-

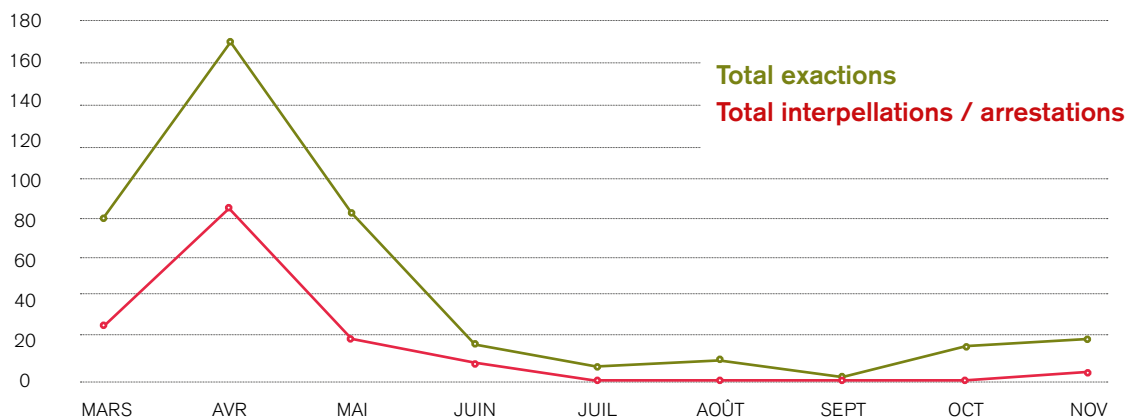
sage aux toilettes, maintien dans des positions inconfortables dans des cellules surpeuplées... Une soixantaine de reporters ont été raflés lors du dernier week-end d'août.

Les journalistes courent désormais le risque d'être poursuivis au pénal et d'encourir des peines plus lourdes. Les détentions arbitraires, qui visent à intimider et museler la presse, débouchent de plus en plus sur des condamnations de journalistes au terme de procès inéquivalables. Elles s'accompagnent d'actes de violence graves, de retraits d'accréditations, d'expulsions de journalistes étrangers, de censure d'internet et de la presse écrite. En outre, la propagande des médias d'Etat s'accroît.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

L'effet Covid-19

Bien que non exhaustives, les données recueillies par les équipes de RSF dans le cadre de l'[Observatoire 19](#), un outil spécifique créé en mars 2020, révèlent **un pic non négligeable de violations de la liberté de la presse au printemps 2020**, au début de la propagation du coronavirus à travers le monde. Sur plus de 300 incidents directement liés à la couverture journalistique de la crise sanitaire enregistrés entre le 1^{er} février et le 30 novembre 2020, et impliquant près de 450 journalistes, **les interpellations et arrestations arbitraires représentent à elles seules 35 % des exactions recensées** (devant les violences physiques ou morales, qui correspondent à 30 % des violations enregistrées).



Le nombre d'arrestations et d'interpellations a été multiplié par 4 entre les mois de mars et mai 2020. Les lois d'exception ou les mesures d'urgence adoptées par une grande partie du monde pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ont contribué, de façon visible, à « confiner l'information » et ceux qui la produisent en les arrêtant, voire en les jetant en prison. Ainsi en Inde, pas moins de 48 journalistes ont été visés par l'ouverture d'informations judiciaires entraînant l'arrestation d'une quinzaine d'entre eux, avant d'être libérés sous caution au bout d'une à quatre semaines.

Une nouvelle hausse du nombre d'incidents est également perceptible depuis le début de l'automne, qui a marqué le début de la deuxième vague de l'épidémie, en Europe notamment. Le phénomène ne s'est cependant pas reproduit avec la même ampleur et concerne principalement des cas de violences et d'agressions. Le durcissement de la répression observé lors du premier semestre 2020 a toutefois des effets durables. Si la plupart des journalistes ont été relâchés quelques heures, voire quelques jours ou semaines après leur interpellation, **14 d'entre eux sont toujours, à ce jour, derrière les barreaux** dans trois régions du monde : l'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Asie

Le cœur de la répression

C'est en Asie, continent où est apparu le coronavirus et qui concentre le plus de violations de la liberté de la presse enregistrées en lien avec la pandémie, que se trouvent le plus grand nombre des détenus Covid-19 (10).



Zhang Zhan
© Handout

La Chine a très largement censuré les critiques de sa gestion de la crise sanitaire sur les réseaux sociaux du pays. Au moins 7 journalistes, lanceurs d'alerte ou commentateurs politiques influents, arrêtés pour leur travail sur la pandémie de Covid-19, sont toujours détenus. Parmi eux, [Cai Wei](#) (蔡伟) et [Chen Mei](#) (陈玫), deux journalistes non professionnels. Ils ont officiellement été arrêtés et inculpés pour avoir « *attisé des querelles et provoqué des troubles* » après avoir contribué à la publication d'articles de presse et d'entretiens autour de la question de la crise sanitaire sur la plateforme « open source » *Github* (qui archive le contenu des plateformes et sites web chinois supprimé par les censeurs du gouvernement). Également détenue, l'avocate et journaliste non professionnelle [Zhang Zhan](#) (張展), arrêtée pour les mêmes motifs à la suite de son intervention sur Twitter et YouTube en direct de Wuhan, début février, qui donnait des informations sur l'épidémie de Covid-19. Actuellement emprisonnée à Shanghai, Zhang Zhan a entamé une grève de la faim en attendant son procès, après avoir été forcée d'admettre sa culpabilité.



Ren Zhiqiang
© DR

Quand les procédures aboutissent, les sentences prononcées peuvent être extrêmement lourdes : alors qu'il avait été porté disparu à la mi-mars après avoir dénoncé les manquements du régime dans la gestion de la crise sanitaire, le commentateur politique [Ren Zhiqiang](#) (任志强) (également membre du Parti Communiste chinois) a été condamné à 18 ans de prison, une peine assortie d'une amende de 4,2 millions de yuans (535 000 euros environ), officiellement pour « corruption et détournement de fonds publics ».

La répression de la liberté de la presse s'est également accrue pendant la pandémie en Birmanie, où le rédacteur en chef de l'agence de presse en ligne *Dae Pyaw*, [Zaw Ye Htet](#), a été [condamné à deux ans de prison le 20 mai 2020](#), à l'issue d'une procédure et d'un procès bâclés. Il avait été interpellé un mois plus tôt pour avoir révélé la mort d'une personne atteinte du coronavirus dans l'Etat Karen, dans l'est de la Birmanie.

LES JOURNALISTES DÉTENUS



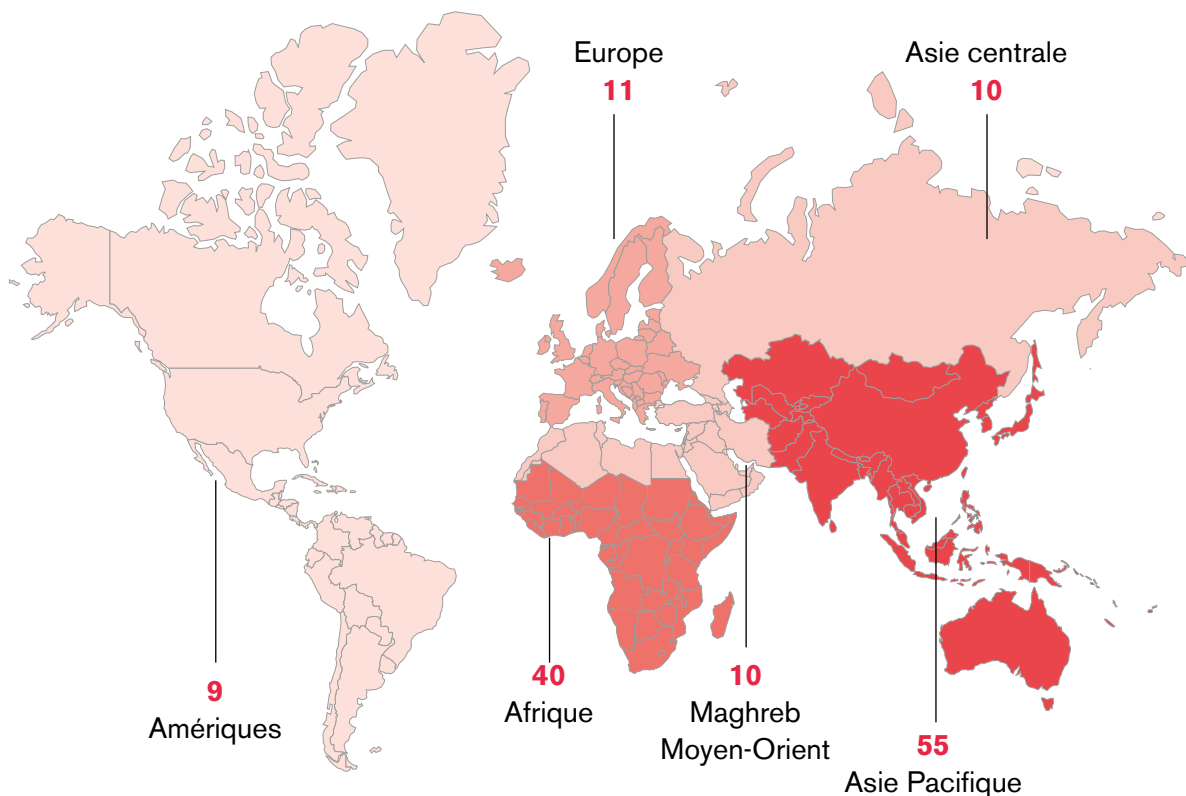
Ahmed Kabir Kishore
© Netra News



Mushtaq Ahmed
© New Age Photo

Au Bangladesh, [le célèbre caricaturiste Ahmed Kabir Kishore](#) et [le blogueur et écrivain Mushtaq Ahmed](#) sont toujours maintenus en détention provisoire après avoir été la cible d'un vaste coup de filet en mai, qui visait des personnes accusées d'avoir « [diffusé sur Facebook des rumeurs et de la désinformation sur la situation du coronavirus](#) ». En fait de désinformation, Mushtaq Ahmed avait simplement [publié un article](#) dénonçant la pénurie d'équipement de protection à destination des personnels soignants, et le dessinateur une [série de caricatures de personnalités politiques](#) intitulée « La vie au temps du corona ».

Nombre d'arrestations et d'interpellations liées au Covid par zone géographique*



*Données non exhaustives

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Moyen-Orient

L'impossible critique de la gestion de la crise sanitaire

Dans la région Moyen-Orient, où plusieurs pays ont profité de l'épidémie pour renforcer leur contrôle sur les médias et l'information, 3 journalistes sont encore détenus pour des articles en lien avec l'épidémie de coronavirus.

En Jordanie, un journaliste de nationalité bangladaise basé à Amman, [Salim Akash](#), avait enquêté sur le sort de ses concitoyens venus travailler en Jordanie et totalement délaissés par les autorités locales dès le début du confinement. Arrêté le 14 avril 2020, il est toujours détenu à la prison d'al-Salt, où on lui a simplement dit qu'il avait « violé une loi importante ».



Roghieh (Ashraf) Nafari
© DR

En Iran, où les autorités ont largement harcelé les journalistes qui tentaient d'informer sur l'ampleur de l'épidémie et la situation réelle du pays, l'administrateur de la chaîne Télégram *Iran Labour News Agency (ILNA)* [Hamid Haghjoo](#) est emprisonné depuis le mois d'avril pour avoir publié une caricature se moquant des responsables religieux qui avaient préconisé l'utilisation de remèdes islamiques pour guérir d'une affection au coronavirus. L'étudiante et journaliste non professionnelle [Roghieh \(Ashraf\) Nafari](#) restera pour sa part incarcérée jusqu'à la fin de l'année, après avoir été arrêtée pour avoir publié [des tweets critiques](#) de la gestion de la crise sanitaire du gouvernement.

Afrique

Trois fois plus d'arrestations en trois mois

Le journaliste rwandais [Dieudonne Niyonsenga](#) est désormais le seul journaliste africain encore emprisonné pour avoir « enfreint les règles du confinement » à ce jour. Au moment de son arrestation, le dirigeant d'*Ishema TV*, une web TV rwandaise, couvrait l'impact des mesures décidées par les autorités sur la population et enquêtait sur des allégations de viols qui auraient été commis par des soldats chargés de faire respecter le couvre-feu.

Touchée plus tard et moins fortement par l'épidémie, l'Afrique subsaharienne n'en a pas moins été ravagée par une vague d'exactions commises contre les professionnels de l'information. Dans un [bilan publié en partenariat avec Cartooning for Peace](#), RSF a constaté une multiplication par trois du nombre d'arrestations de journalistes en Afrique subsaharienne entre le 15 mars et le 15 mai 2020 par rapport à la même période l'année précédente. En tout, 40 arrestations en lien avec la couverture de l'épidémie ont été recensées entre début mars et fin novembre. Au Zimbabwe, le journaliste d'investigation [Hopewell Chin'ono](#) a passé près d'un mois et demi derrière les barreaux après avoir contribué à révéler des détournements de fonds publics en lien avec l'achat de matériel destiné à lutter contre le coronavirus.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Amérique latine

Une chasse aux journalistes critiques intensifiée

Bien qu'il n'y ait plus, au moment de la rédaction de ce bilan, de « détenus Covid-19 » dans les autres parties du monde et notamment dans la zone Amérique, l'environnement de travail de la presse s'est considérablement dégradé depuis le début de la pandémie dans la partie sud du continent américain : les attaques (physiques et verbales), les pressions, les campagnes de harcèlement, comme les poursuites judiciaires abusives sont en hausse. Pour les gouvernements autoritaires de Nicolás Maduro au Venezuela, de Juan Orlando Hernández au Honduras, de Daniel Ortega au Nicaragua ou encore de Miguel Díaz-Canel à Cuba, la crise sanitaire a été une aubaine pour intensifier la chasse aux journalistes critiques, indépendants et dissidents. Dans ces pays, de nombreux journalistes ayant publié des informations sur la propagation du virus ou remis en question la réponse officielle des autorités à la crise ont été arbitrairement interpellés, arrêtés et interrogés. Ce fut par exemple le cas du journaliste indépendant vénézuélien [Darvinson Rojas](#), un des [héros de l'information RSF 2020](#), jeté en prison pendant 12 jours pour un tweet qui remettait en question la fiabilité des chiffres officiels sur la pandémie.

Europe et Asie centrale

Le virus, prétexte idéal pour intensifier la pression

Dans la quasi-totalité de la zone Europe de l'Est et Asie centrale, la crise sanitaire a exacerbé la répression de la liberté de la presse. Les législations abusives sur la diffusion de fausses informations, l'accusation de violation du confinement ou de la distanciation sociale ont fourni d'excellents prétextes pour interpellier des journalistes de médias indépendants, en particulier au printemps dernier. C'est le cas notamment en [Azerbaïdjan](#), au [Kazakhstan](#), au [Tadjikistan](#) et en Russie : la journaliste de *Sever.Realii* (affilié à la radio américaine *Radio Free Europe/Radio Liberty*) **Tatiana Voltskaïa** a été interrogée par les forces de l'ordre et poursuivie pour diffusion de « fausses informations » après la publication d'[une interview avec un médecin anonyme](#) sur le manque de respirateurs artificiels dans les hôpitaux. Au Bélarus, un journaliste d'investigation spécialisé dans le système de santé, **Sergueï Satsouk**, a été arrêté pour « corruption » après [un éditorial mettant en doute les chiffres officiels](#) et la gestion de la pandémie par le président Alexandre Loukachenko. Libéré sous la pression internationale, il est toujours poursuivi et risque 10 ans de prison.

En Europe centrale et dans les Balkans, les autorités ont également profité de la crise sanitaire pour renforcer leur pression sur les médias critiques, que ce soit par des lois liberticides, comme en [Hongrie](#) ou en [Serbie](#), ou par des interpellations de journalistes, survenues en particulier en [Serbie](#), au [Kosovo](#), en [Pologne](#), mais aussi à [Aruba](#), un territoire d'outre-mer néerlandais.

LES JOURNALISTES DÉTENUS

De nouveaux prisonniers emblématiques



Khaled Drareni
© RSF

L'année 2020 a notamment été marquée par l'arrestation et l'incarcération du correspondant de RSF et de *TV5 Monde* en Algérie, [Khaled Drareni](#). Le directeur du site d'information *Casbah Tribune* a été condamné à deux ans de prison ferme en septembre 2020 par la Cour d'appel d'Alger pour atteinte à l'intégrité du territoire, principalement sur la base de deux publications sur les réseaux sociaux, dont l'une se terminait par la phrase : « Vive la liberté de la presse ! ». Sa couverture du mouvement de contestation populaire du Hirak lui avait valu, dès 2019, d'être la cible de pressions et de tentatives de corruption. Son intégrité et l'acharnement des autorités à son égard ont fait de lui un véritable symbole de la liberté de la presse en Algérie. Un [comité de soutien national et international](#) se sont créés pour obtenir sa libération.



Omar Radi
© DR

Toujours en Afrique du nord, au Maroc voisin, un autre journaliste, [Omar Radi](#), est aussi victime de harcèlement judiciaire. Co-créateur du site d'information *Le Desk*, il travaille et enquête depuis plus de 10 ans sur des sujets sensibles, qui ont fait de lui une cible du pouvoir marocain. Les révélations selon lesquelles il avait été ciblé par le logiciel de surveillance de la société NSO (vendu aux seuls Etats) lui ont valu, 48 heures plus tard, d'être [accusé d'espionnage](#) avant d'être également accusé de viol et incarcéré le 29 juillet.



Pham Doan Trang
© Liberal publishing House

Incarcération notoire cette année, celle de la lauréate du [Prix RSF pour la liberté de la presse 2019](#) (prix de l'Impact) : la journaliste vietnamienne Pham Doan Trang a été interpellée début octobre à son domicile d'Hô-Chi-Minh-Ville et placée en détention pour « propagande contre l'Etat ». En fait de « propagande », Pham Doan Trang a fondé le magazine juridique en ligne *Luât Khoa* et anime la rédaction de *thevietnamese* – deux publications qui permettent à leurs lecteurs de s'emparer des lois du pays pour défendre leurs droits et combattre l'arbitraire du Parti. Son travail le plus récent, publié un mois avant son arrestation, est [une enquête qu'elle a menée sur le massacre de Dong Tam](#), du nom d'un village en banlieue de Hanoi, que la police a violemment envahi en janvier dernier pour mater la résistance de villageois qui contestaient l'accaparement de leurs terres par les autorités. Pham Doan Trang avait laissé une lettre en cas d'arrestation dans laquelle elle écrivait vouloir non la liberté pour elle-même mais « quelque chose de plus grand : la liberté pour le Vietnam ».

LES JOURNALISTES DÉTENUS

Quand le pire est à craindre

Le nom de Pham Doan Trang s'ajoute à ceux de trois autres lauréats des prix RSF également privés de liberté et au sujet desquels les nouvelles sont particulièrement alarmantes. En Chine, [Huang Qi](#), 57 ans, Prix de la liberté de la presse en 2004, fondateur du site d'information sur les droits humains *64 Tianwang* (média également primé par RSF en 2016), qui a été condamné l'année dernière à 12 ans de prison, souffre de graves problèmes de santé. En Arabie saoudite, le blogueur [Raif Badawi](#), lauréat 2014 du Prix du net-citoyen, vient de passer une huitième année derrière les barreaux en menant plusieurs grèves de la faim pour protester contre ses conditions de détention. Les dernières informations sur son sort sont aussi lacunaires que préoccupantes. Enfin, le photographe iranien [Soheil Arabi](#), Prix 2017 du journaliste-citoyen, condamné en 2015 à sept ans et demi de prison ferme, a également mené une grève de la faim pour protester contre ses conditions de détention et se trouve aujourd'hui, selon sa mère, à l'isolement. Cette dernière, notamment accusée de « propagande contre le régime », a été [condamnée en octobre dernier à 18 mois de prison](#) ferme et a fait appel.

L'année 2020 a également été marquée par l'annonce, en Iran, de la [condamnation à mort](#), le 30 juin 2020, du directeur de la chaîne Telegram *AmadNews* [Rouhollah Zam](#). Personnalité controversée en raison notamment de ses liens avec les services de renseignements étrangers, il était connu pour ses critiques acerbes du régime iranien. Réfugié en France, il avait été enlevé le 12 octobre 2019 lors d'un voyage en Irak par des Gardiens de la révolution iranienne et emmené de force en Iran. À l'issue d'un procès inique, il a été reconnu coupable de pas moins de 13 chefs d'accusation.

Au Royaume-Uni, le fondateur de Wikileaks, [Julian Assange](#), maintenu en détention provisoire à la prison de haute sécurité de Belmarsh pendant l'examen de sa demande d'extradition faite par les États-Unis, a vu ses conditions de détention se détériorer considérablement en raison des mesures de confinement en vigueur dans le pays. Compte tenu des risques encourus, il n'a pas été en mesure de se rendre dans la salle de vidéo-conférence pour assister à l'ensemble des audiences. La multiplication des cas de Covid-19 dans l'aile de la prison où il est incarcéré a également [accentué son isolement](#) dans sa cellule, faisant craindre une nouvelle dégradation de sa santé physique et de son état psychologique, déjà très affecté.



Dawit Isaak
© Kalle Ahlsén

Le sort de [Dawit Isaak](#), le plus ancien détenu journaliste au monde, suscite aussi la plus grande inquiétude. Cette année, le journaliste érythréen, qui avait obtenu la citoyenneté suédoise avant d'être arrêté dans son pays d'origine, a passé le cap des 7 000 jours en prison. Arrêté sans motif apparent, jamais jugé ni condamné, il est détenu au secret depuis 2001 et ses proches n'ont plus eu aucune preuve de vie depuis 2005. Fin octobre 2020, RSF a déposé [plainte pour crime contre l'humanité contre plusieurs hauts responsables érythréens](#), dont le président Isaias Afwerki au pouvoir en Erythrée depuis 1993.

LES JOURNALISTES OTAGES

En chiffres



50
otages
locaux
(93 %)



4
otages
étrangers
(7 %)

LES JOURNALISTES OTAGES

Les pays à haut risque



Les principaux preneurs d'otages



Au moins 54 journalistes sont actuellement détenus en otages dans le monde, soit un nombre en baisse de 5 % par rapport à l'année dernière. **Tous les otages se concentrent désormais dans trois pays de la zone Moyen-Orient (Syrie, Yémen et Irak).**

Journaliste otage : RSF considère qu'un journaliste est otage à partir du moment où il se trouve entre les mains d'un acteur non étatique qui menace de le tuer, de le blesser ou de continuer de le détenir afin de faire pression sur une tierce partie (un État, une organisation ou un groupe de personnes) dans le but de la contraindre à accomplir un acte particulier. La prise d'otage peut avoir un mobile politique ou/et économique lorsqu'elle implique le versement d'une rançon.

LES JOURNALISTES OTAGES

Libérations au compte-gouttes et enlèvement

La libération du journaliste ukrainien [Stanislav Asseïev](#), à la faveur d'un [échange d'environ 200 prisonniers](#) entre les séparatistes pro-russes du Donbass et les autorités ukrainiennes le 29 décembre 2019, après deux ans et demi de détention, fait de la Syrie, l'Irak et le Yémen les dernières usines à otages de journalistes dans le monde.

Au Yémen, c'est un autre échange de prisonniers qui a permis, au cours de l'année 2020, à 5 des journalistes locaux qui étaient aux mains de Houthis d'être libérés. Véritable monnaie d'échange, 7 journalistes enlevés par les Houthis attendent encore de retrouver la liberté. Parmi eux, 4 ont été condamnés à mort : [Abdulkhaleq Amran, Akram Al-Walidi, Hareth Humaid et Tawfiq Al-Mansouri](#), qui travaillaient pour des médias proches du parti Islah, au pouvoir dans les zones contrôlées par le gouvernement officiel. Capturés par les Houthis en 2015, ils ont finalement été jugés coupables d'espionnage au profit de l'Arabie saoudite en avril 2020. Ils risquent à tout moment de voir leur peine être exécutée.



Abdulkhaleq Amran
© DR



Akram Al-Walidi
© DR



Hareth Humaid
© DR



Tawfiq Al-Mansouri
© DR

En Irak et en Syrie, la plupart des enlèvements remontent aux années 2014-2015, à l'époque où le groupe Etat islamique (EI), dans sa toute-puissance, étendait son contrôle sur une partie de ces pays. La plupart des territoires perdus ont été reconquis par les autorités officielles, mais on reste sans nouvelle des journalistes enlevés. A l'exception de l'un d'entre eux qui a retrouvé la liberté à la toute fin de l'année 2019, après près de trois ans de captivité : le photographe sud-africain [Shiraz Mohamed](#), qui travaillait pour l'ONG *Gift of the Givers* et qui avait été enlevé en janvier 2017 près de la frontière turque, à Darkush, dans le nord de la Syrie. Officiellement, selon son ONG, il est parvenu à « échapper » à ses ravisseurs et a été conduit en Turquie grâce à des « personnes amicales ». Aucun élément n'a filtré sur l'identité du groupe responsable de son enlèvement, bien que le nom de l'organisation djihadiste Hay'at Tahrir Al-Sham (HTS) - qui contrôle précisément cette zone - soit souvent cité.

C'est ce même groupe, héritier de Jabhat al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda et qui contrôle aujourd'hui la région d'Idlib, dernière enclave rebelle au nord-est de la Syrie, qui est mentionné dans un nouveau cas d'enlèvement en 2020. Le fondateur du média en ligne OGN [Bilal Abdul Kareem](#), de nationalité américaine, entretenait de bonnes relations avec HTS jusqu'à ce qu'il publie l'interview de l'épouse d'un captif du groupe, qui aurait été victime de tortures. Il est détenu dans un lieu inconnu depuis le mois d'août 2020.

LES JOURNALISTES OTAGES



Austin Tice
© DR

En Syrie toujours, les efforts pour retrouver le journaliste américain [Austin Tice](#) ont connu cette année un renouveau. Alors que son dossier est au point mort depuis son enlèvement à un checkpoint près de Damas en août 2012, le secrétaire d'Etat de l'administration Trump, Mike Pompeo, a confirmé qu'un représentant américain s'était rendu dans la capitale syrienne pour des négociations directes avec les autorités, leur reprochant de refuser de révéler des informations sur le devenir du reporter. S'il est apparu pour la dernière fois en vidéo il y a huit ans sans que l'identité de ses ravisseurs ait été révélée, les négociations entreprises avec le pouvoir de Bachar al-Assad nourrissent l'espoir qu'il est toujours en vie et actuellement retenu dans une prison gouvernementale.

LES JOURNALISTES DISPARUS

Quatre journalistes ont été portés disparus au cours de l'année 2020

Contrairement à l'année dernière, où aucun nouveau cas de disparition n'avait été enregistré, quatre journalistes originaires de trois régions du monde (Moyen-Orient, Afrique subsaharienne et Amérique latine) ont été portés disparus en 2020.

RSF considère qu'un journaliste est porté disparu lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'éléments pour déterminer s'il a été victime d'un homicide ou d'un enlèvement, et qu'aucune revendication crédible n'a été diffusée.



Tawfik Al-Tamimi
© DR

Le rédacteur en chef du quotidien *Al-Sabah*, Tawfik Al-Tamimi, a été enlevé en pleine rue dans la capitale irakienne, Bagdad, le 9 mars 2020, alors qu'il quittait son domicile pour se rendre à son travail. Aucun groupe n'a revendiqué son enlèvement ni demandé officiellement de rançon. Mais juste avant son enlèvement, le journaliste avait publié un message sur son compte Facebook dans lequel il s'interrogeait sur le sort du directeur d'une maison d'édition qui avait été lui-même enlevé. Malgré les assurances du Premier ministre irakien Mustafa Al-Kadhimi que le gouvernement faisait « tout son possible pour suivre l'affaire » et « traduire en justice » les coupables, près de neuf mois plus tard, sa famille n'a toujours aucune information sur son sort.



Bwira Bwalitse
© DR

Le directeur de la *Radio communautaire de Bakumbule (RCBA)*, Bwira Bwalitse, a été enlevé le 16 juin 2020 par des hommes armés dans la province du Nord-Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) alors qu'il était dans l'exercice de ses fonctions. Les ravisseurs se sont servis du téléphone du journaliste pour exiger une rançon de 5 000 dollars américains (environ 4 000 euros). Sa famille n'est pas parvenue à réunir cette somme. Le 19 juin, elle a été informée par les ravisseurs que le journaliste avait été exécuté. Depuis, ces derniers sont injoignables et Bwira Bwalitse n'a jamais été retrouvé malgré les alertes lancées par RSF et son organisation partenaire en RDC, Journaliste en danger (JED), qui avait écrit au gouverneur de la province pour lui demander de mobiliser massivement ses services.



Daysi Lizeth
Mina Huamán
© DR

La journaliste de la chaîne de télévision régionale câblée *VRAEM TV d'Ayacucho* (centre du Pérou), Daysi Lizeth Mina Huamán, a disparu le 26 janvier 2020, après avoir couvert le scrutin municipal qui se déroulait ce jour-là dans cette ville. La jeune reporter (21 ans) couvrait les informations générales locales et n'avait pas reçu de menaces liées à son travail journalistique. C'est sur la route entre le centre d'Ayacucho et San Francisco que sa trace a été perdue. Plus de neuf mois plus tard, et même si de nombreux soupçons pèsent sur le compagnon de Daysi, l'enquête est au point mort. Les initiales VRAEM désignent la région Valle de los ríos Apurímac, Ene y Mantaro, la principale zone de production et de trafic de cocaïne du pays.

LES JOURNALISTES DISPARUS



Ibraimo Mbaruco

© Ibraimo Mbaruco. Source : Facebook

Le journaliste de la *Radio communautaire de Palma*, Ibraimo Mbaruco a disparu le 7 avril 2020 dans la province du Cabo Delgado, au nord du Mozambique. Dans son tout dernier [message](#), il avait indiqué être « entouré de soldats ». Depuis, aucun de ses proches ne l'a revu. Cette région du Cabo Delgado est en proie à des attaques d'insurgés islamistes et les autorités mozambicaines y empêchent toute couverture médiatique. Depuis, les autorités se murent dans le silence ou dénoncent, comme l'a récemment fait le chef de l'Etat, la « désinformation » dans les médias concernant la situation dans cette région. Au sein de la profession, cette disparition inquiète d'autant plus qu'en 2019, deux reporters de cette province avaient été [détenus](#) par l'armée pendant plusieurs mois et en dehors de toute procédure légale.